

Le grand mensonge du redémarrage de la croissance.

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 02 août 2018

Depuis le début du siècle, les dirigeants politiques nous annoncent de trimestre en trimestre que la croissance a redémarré, ou que la croissance va redémarrer, ou que la croissance ne peut que redémarrer etc. Ils savent parfaitement qu'ils mentent, mais ils le font avec un tel aplomb que les Français les croient, et que les médias, même les médias dits « économiques », relaient ces gros mensonges avec enthousiasme.

La médaille d'or du mensonge sur la croissance revient probablement à Christine Lagarde, dont les déclarations, lorsqu'elle était ministre des Finances de Nicolas Sarkozy, sont un florilège d'absurdités économiques.

Le développement économique d'un pays dépend de quelques règles simples qui, si elles sont appliquées, produisent mécaniquement des effets positifs, et qui, si elles sont ignorées, produisent mécaniquement d'insolubles problèmes. Or, depuis plusieurs dizaines d'années, la France a pris la décision de s'exonérer de toute règle économique de base, et en paye aujourd'hui, comme elle en paiera demain, les plus graves conséquences.

Les règles de base sont, entre autres et pêle-mêle, les suivantes : **le coût du travail** en France ne doit pas être supérieur à celui des autres pays, sauf à accepter la ruine de nos industries ; **la dépense publique** doit être ajustée à des recettes fiscales raisonnables, sauf à accepter soit un déficit public non maîtrisé, soit une ponction fiscale insupportable, soit les deux à la fois ; **le rôle de l'État** doit se limiter à assurer les fonctions régaliennes et uniquement celles-ci, sauf à accepter qu'en se mêlant de tout, l'État n'ait pris sur rien ; le maintien et la protection **d'une zone économique nationale homogène** implique le contrôle de l'essentiel outil monétaire et la régulation des flux migratoires, sauf à accepter que ne soient plus pilotés par la nation les finances nationales et le maillage démographique.

Comment la France agit-elle par rapport à ces règles de base ? Le coût du travail dépasse très largement celui des autres pays du monde entier, ce qui a pour conséquence de réduire progressivement les exportations et d'accroître massivement les importations : il en résulte **un déficit massif et permanent de notre commerce extérieur**, de plusieurs dizaines de milliards d'euros chaque année, ainsi qu'une destruction massive de notre tissu industriel, qui ne représente plus qu'un huitième de la production intérieure brute, contre un quart au début du siècle. La dépense publique évolue en dehors de tout contrôle : **le déficit budgétaire**, compris chaque année entre 50 et 100 milliards d'euros, semble définitivement immaîtrisable, et **la dette publique atteint des sommets** chaque année plus élevés, de l'ordre de 2300 milliards d'euros actuellement. Tout cela sur fond d'une pression fiscale insupportable. L'outil monétaire, permettant de réguler l'équilibre économique, a été abandonné entre les mains des argentiers de **Francfort, qui mènent une politique allemande** et non une politique européenne, et qui fragilisent donc durablement la France. La régulation nationale des flux migratoires a, de son côté, été abandonnée à Bruxelles, avec des conséquences économiques, pour ne parler que de celles-ci, totalement déstabilisantes pour la France, qui accueille désormais **plus de 400 000 immigrés chaque année**, à qui elle ne peut offrir ni logement, ni travail, et à qui elle ne veut offrir une quelconque assimilation. Le coût annuel de cette folie est de l'ordre de 70 milliards d'euros, chiffre colossal qui déstabilise complètement l'équilibre économique de notre pays.

De tout cela, il résulte que la croissance ne redémarrera pas, et qu'il est impossible, dans le contexte actuel, d'envisager qu'elle redémarre. Le chômage va donc se maintenir à un niveau inégalé (23 % de la population active, toutes catégories de chômeurs confondues), la pression fiscale ne pourra que s'accroître, la paupérisation de la population ne pourra que s'accroître. Le rééquilibrage économique de notre pays n'est pas

pour demain. Seul un changement radical d'orientation de notre politique économique et sociale permettrait à la croissance de repartir : un tel changement, attendu depuis plusieurs dizaines d'années, ne semble pas être à l'ordre du jour et donc, comme la guerre de Troie, la croissance n'aura pas lieu...

François Billot de Lochner

Président de la Fondation de Service politique, de Liberté politique et de France Audace.